

Si le message ne s'affiche pas correctement, veuillez cliquer [ici](#) pour obtenir la version de votre navigateur.



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

No. 100
Décembre 2023

Délégation suisse près l'OCDE

Paris - OCDE



Chères lectrices, chers lecteurs,

J'ai le plaisir de vous faire parvenir la 100^{ème} édition de cette Newsletter. Le premier numéro remonte à décembre 2001 et a été publié grâce à l'initiative de nos anciens collègues Lukas Beglinger et Wilhelm Jaggi. Dans cette première lettre, on évoquait la prochaine visite du Secrétaire Général Johnston à Berne. Les sujets portaient sur la réforme des méthodes de travail de l'OCDE, l'élargissement et les relations avec les pays tiers. *Nihil sub sole novum !*

Dans cette centième édition, l'actuel Secrétaire général de l'Organisation, Mathias Cormann nous a fait l'honneur d'écrire un article sur le rôle de l'OCDE dans le G7 et le G20 dans le contexte de tensions géopolitiques qui est le nôtre. Vous trouverez également des contributions sur la santé numérique, l'objectif atteint des 100 milliards \$ du financement pour le climat, la dernière enquête PISA, l'aide au développement dans un monde où les régimes autoritaires gagnent du terrain et les défis du commerce numérique.

À l'heure où je m'appête à passer le témoin à la nouvelle cheffe de la Délégation, Mme Catherine Cudré-Mauroux, je saisis cette occasion pour vous remercier de l'intérêt que vous portez à cette Organisation et de l'engagement de beaucoup d'entre vous en sa faveur.

Je vous souhaite un joyeux Noël, une heureuse nouvelle année et une bonne lecture,

Giancarlo KESSLER

Ambassadeur, Représentant permanent

CONTENU

100ÈME ÉDITION - L'OCDE et la Suisse main dans la main face aux défis d'aujourd'hui

SANTÉ - Le numérique : remède miracle pour systèmes grippés ?

CLIMAT - Bonne nouvelle pour le numéro 100 de notre Newsletter, 100 milliards \$ pour le climat

ÉDUCATION - Pisa : Les jeunes suisses dans le peloton de tête

DÉVELOPPEMENT - La coopération au développement dans un monde fragile

COMMERCE INTERNATIONAL - Un commerce numérique inclusif : nouvelle opportunité, nouveaux défis

AUTRES PUBLICATIONS

CALENDRIER OCDE

100ÈME ÉDITION

L'OCDE et la Suisse main dans la main face aux défis d'aujourd'hui*

par **Mathias Cormann, Secrétaire général de l'OCDE**

L'ordre international et le système du commerce mondial ont été fondés sur des règles qui ont servi de base à la croissance, au développement et à l'augmentation du niveau de vie dans le monde, de nombreuses décennies durant. Or, ces règles se trouvent aujourd'hui exposées à de fortes pressions. La Suisse et l'OCDE partagent un engagement commun en faveur de solutions multilatérales efficaces pour relever les défis d'aujourd'hui. Nous bénéficions du leadership de la Suisse dans notre coopération avec les pays en développement, par l'intermédiaire du Centre de développement de l'OCDE. Tel a été le cas aussi dans notre examen multidimensionnel du Viet Nam, élément clé de la stratégie décennale de développement socio-économique de ce pays. La Suisse a aussi joué un rôle en tant que co-présidente du groupe de direction du [Forum inclusif sur les approches d'atténuation des émissions de carbone \(IFCMA\)](#).

En effet, la priorité stratégique de notre engagement mondial vise à l'élargissement de la portée et l'efficacité de nos normes et à l'encouragement de meilleures pratiques politiques, au-delà des pays membres. Le G20 et le G7 en sont deux canaux clés. À cette fin, en 2023, l'OCDE a travaillé sur un

éventail de questions politiques dans le cadre de la présidence indienne du G20 et de la présidence japonaise du G7.

L'OCDE a contribué en outre à la mise à jour du plan du G20 pour accélérer les progrès vers les Objectifs de développement durable. Elle a aussi présenté un plan d'aide à la mise en œuvre de la solution à deux piliers destinée aux pays en développement afin de relever les défis fiscaux engendrés par la numérisation de l'économie. Ceci a été rendu possible grâce à nos solides antécédents de travail en commun et servira à renforcer cette coopération à l'avenir. Les dirigeants du G20 ont également salué les principes révisés de gouvernance d'entreprise émis par le G20 et l'OCDE.

Au sein du G7, la présidence allemande de 2022 a mis l'accent, à juste titre, sur l'accélération et l'approfondissement des efforts en matière de décarbonation, en particulier pour les industries à forte intensité énergétique. En tant qu'hôte, avec l'AIE, du Secrétariat intérimaire du G7 Climate Club, qui compte la Suisse parmi ses 73 membres, nous sommes heureux d'avoir lancé le projet de programme de travail lors de la COP28. Cette année, des contributions essentielles à la présidence - désormais japonaise - du G7 ont également soutenu le "processus d'Hiroshima", qui comprend l'examen des principes de l'OCDE en matière d'intelligence artificielle de 2019, ainsi que le dialogue politique sur la résilience des chaînes d'approvisionnement, un travail soutenu par les efforts de la Suisse en vue d'améliorer la chaîne d'approvisionnement médicale.

L'ampleur et la complexité des défis actuels pourraient avoir de quoi décourager. Pourtant, nous n'avons jamais été aussi bien armés pour les relever. C'est précisément dans des moments comme celui-ci que plus de multilatéralisme et plus de coopération internationale sont nécessaires. L'OCDE continuera d'être un partenaire très actif et constructif dans cette mission.

*Ce texte a été écrit spécialement par Mathias Cormann et pour la Suisse afin de célébrer le 100ème numéro de notre Newsletter.

[> retour haut de page](#)

SANTÉ

Le numérique : remède miracle pour systèmes grippés ?

La dernière édition du [Panorama de la santé 2023](#) décrit la forte pression financière qui pèse sur les systèmes de santé des pays de l'OCDE. En 2022, selon l'Organisation, les dépenses de santé représentaient 9,2% du PIB des États et près de 5000 USD par habitant. Les États-Unis arrivent en tête du classement, avec 12.500 USD de dépense par habitant. En revanche, au Mexique, en Colombie et au Costa Rica, ces dépenses sont respectivement estimées à 1181 USD, 1640 USD et 1658 USD. La [Suisse](#) dispose du sixième système de santé le plus coûteux des pays de l'OCDE et partage cette place avec le Royaume-Uni. L'Allemagne, la France, le Japon et l'Autriche dépensent proportionnellement plus par rapport à leur PIB.

Le rapport met l'accent sur la numérisation des systèmes de santé et leur potentiel de transformation. La gestion du COVID-19 a certes accéléré cette transformation dans les pays de l'OCDE, mais un développement plus vaste serait possible. Avec une demande en augmentation, due aux modes de vie malsains et au vieillissement de la population, les technologies de santé numériques peuvent, notamment, améliorer l'efficacité des systèmes de santé. Par ailleurs, dans de nombreux pays, la société ne s'est pas encore complètement remise de la pandémie. L'espérance de vie a ainsi diminué de 0,7 an en moyenne chez les membres de l'OCDE entre 2019 et 2021.

Bien que le nombre de travailleurs dans le secteur de la santé et des services sociaux augmente, les inquiétudes concernant les pénuries se font plus pressantes. La demande de personnel de santé et de soins augmente en raison du vieillissement de la population. Dans le même temps, les professions dans le domaine médical ont perdu de leur attractivité en raison des mauvaises conditions de travail. En Suisse, malgré de nombreuses alertes sur la pénurie en personnel qualifié et en médecins, on constate que la densité du corps médical par rapport au nombre d'habitants a augmenté de 14% entre 2009 et 2019. Pour ce qui est du personnel infirmier, elle a même augmenté de 30%. La densité du personnel en Suisse est donc nettement supérieure à la moyenne des pays de l'OCDE.

[Lien vers le rapport](#)

[Aperçu de la Suisse](#)

[> retour haut de page](#)

La reprise économique en Europe 1945-1952 : un travail d'équipe, un livre de Luc Olivier Bauer

L'Organisation européenne de coopération économique (OECE) a été créée en 1948. Cette institution, précurseur de l'OCDE, a jeté les bases d'une coopération durable, d'un développement partagé et d'une

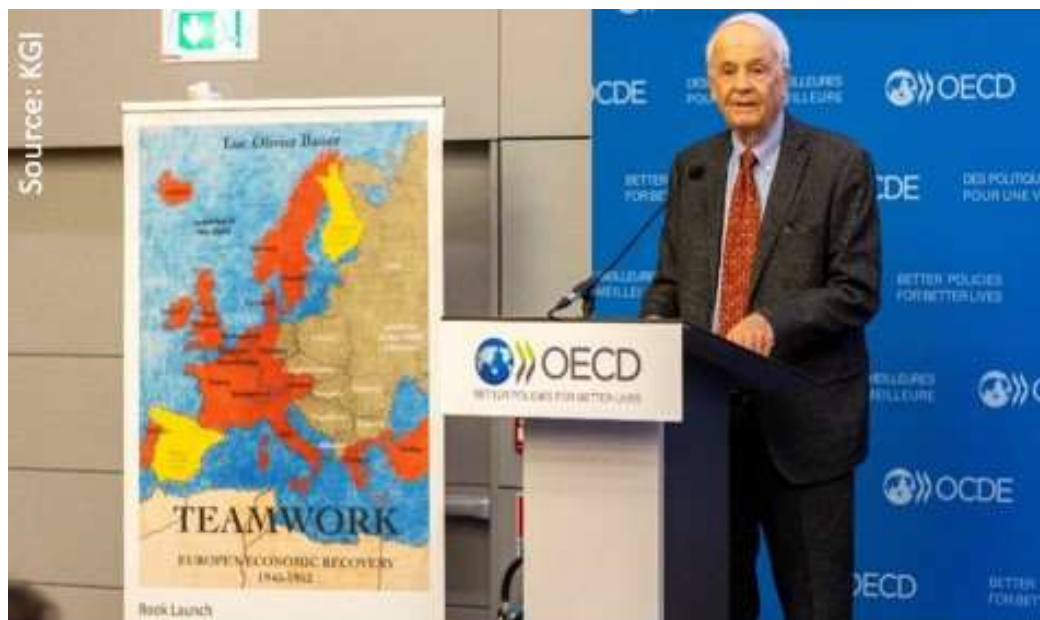
ouverture commerciale qui perdurent encore. Ses objectifs, 75 ans plus tard, conservent toute leur pertinence. Alors que l'Europe sortait à peine de la guerre, le Secrétaire d'État des États-Unis George Marshall a l'idée que le Vieux continent a besoin d'une assistance économique et technique substantielle pour se remettre du désastre. L'OECE est lancée pour la mettre en œuvre.

Quelques mois après, l'OECE, composée de 18 membres, est opérationnelle et les aides prévues au titre du Plan Marshall sont allouées à des pays qui émergent du conflit mondial. Ces aides, conditionnées à la volonté des États membres de travailler ensemble, les ont encouragés à se projeter au-delà de l'État-nation et à se concentrer sur des domaines d'intérêt mutuel. Cet extraordinaire effort de reconstruction a remis l'économie européenne sur pied en un temps record.

Tout ce processus est parfaitement illustré par le livre de Luc Olivier Bauer, fils de l'ancien représentant suisse près l'OECE, qui a été présenté à l'OCDE le 5 décembre en présence du Secrétaire général.

Luc Olivier Bauer, *TEAMWORK: Europe's Economic Recovery 1945-1952*, édition indépendante, 707 pages (en anglais non-traduit).

[Lien vers l'événement en replay](#)



M. Luc-Olivier Bauer lors de la présentation de son livre

Bonne nouvelle pour le numéro 100 de notre Newsletter, 100 milliards \$ pour le climat

Les rapports annuels de l'OCDE sur le financement climatique fourni par les pays développés font partie intégrante des efforts menés par l'Organisation dans le but de mesurer les progrès accomplis dans la réalisation de l'objectif de 100 milliards de dollars par an pour l'action climatique dans les pays en développement. La [sixième évaluation](#) publiée mi-novembre, fait état d'une tendance positive en 2021 par rapport à 2020, le financement climatique ayant augmenté de 8% pour atteindre 89,6 milliards de dollars. Le financement public multilatéral se taille la part du lion (voir graphique) et le volume des prêts publics s'élève à 49,6 milliards. L'atténuation reste l'objectif principal des investissements. Les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure sont les principaux bénéficiaires sur la période 2016-2021.

Si ces divers éléments factuels sont significatifs, l'aspect le plus intéressant de ce rapport pourrait néanmoins se dissimuler dans la phrase suivante : « Sur la base de données préliminaires et non encore vérifiées, l'objectif [des 100 milliards/an] est susceptible d'avoir déjà été atteint en 2022 ». Cette excellente nouvelle, passée relativement inaperçue dans les médias, sera-t-elle suffisante pour restaurer la confiance des pays en développement envers les pays développés ? À l'heure actuelle, il est permis d'espérer que cela aura un impact positif sur la COP28, même si ce chiffre ne représente en réalité qu'une fraction des besoins, estimés à 1000 milliards/an, puis à 2400 milliards/an entre 2026 et 2030.

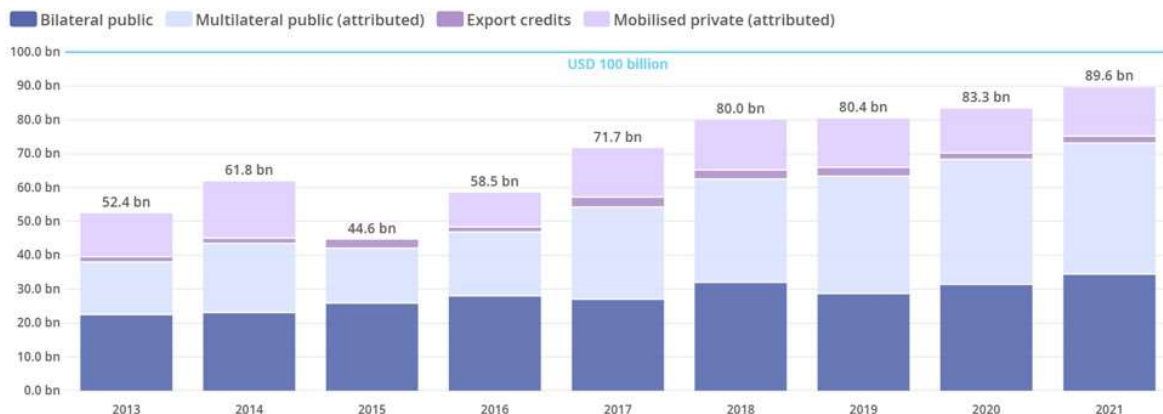
Fort de ce constat, le rapport préconise de mobiliser de manière plus efficace les fonds du secteur privé, dont la part dans le financement total atteint seulement 14,4% en 2021. Les bailleurs de fonds internationaux sont donc encouragés à mieux utiliser les mécanismes à effet de levier et le financement mixte en s'appuyant sur des outils financiers tels que les prêts syndiqués, les lignes de crédit, les subventions ciblées, ou encore les garanties et l'assurance contre les risques. Il est aussi conseillé d'agrèger des projets de plus petite taille afin d'attirer les investisseurs internationaux. D'autre part, il est recommandé d'intégrer la mobilisation du financement privé dans les objectifs fondamentaux des banques multilatérales de développement. Enfin, l'adaptation au changement climatique doit devenir une priorité dans les portefeuilles de financement des bailleurs de fonds et son financement rendu plus accessible pour les pays en développement.

Deux publications annexes accompagnant ce rapport, avec des informations complémentaires sur les thématiques du [financement privé](#) et de [l'adaptation](#).

[Lien vers la publication](#)

Climate finance for developing countries

Climate finance provided and mobilised by developed countries, in USD billions



The gap in the private finance series in 2015 is due to the implementation of enhanced measurement methodologies. As a result, private flows for 2015-18 cannot be directly compared with private flows for 2013-14.
Source: OECD (2023), *Climate Finance Provided and Mobilised by Developed Countries in 2013-2021*.

ÉDUCATION

Pisa : Les jeunes suisses dans le peloton de tête

Les résultats de la dernière enquête [PISA 2022](#) (Programme pour le suivi des acquis des élèves) sont parus le 5 décembre 2023, en présence (virtuelle) du premier ministre ukrainien Denys Schmyhal et des ministres de l'éducation coréen, japonais et estonien. Cette édition se distinguait des autres à plus d'un titre. D'une part parce que l'accent y était porté, plus encore qu'à l'accoutumée, sur les compétences en mathématiques (logique, raisonnement, compréhension de concepts fondamentaux préférés à l'apprentissage par cœur). D'autre part, parce que la collecte des données a été effectuée dans le contexte bouleversé de la pandémie puis de l'offensive russe en Ukraine. Cela n'a pas empêché les élèves ukrainiens d'y prendre part.

Vaste enquête de l'OCDE créée en 2000, elle est aussi la plus médiatisée. PISA teste et compare les connaissances acquises par les jeunes de 15 ans, (à la fin de leur scolarité obligatoire en Suisse) chez les membres et partenaires de l'OCDE. 81 pays ont participé à cette huitième édition dont la Suisse, avec un panel de 7000 élèves issus de 260 établissements scolaires. Les domaines de compétences testés se déclinent en trois parties : lecture, mathématiques et sciences. Mais l'enquête a aussi recueilli des données sur le bien-être des élèves, leur sentiment de sécurité et d'engagement au sein de l'école, l'égalité des genres et des milieux sociaux (incluant les populations immigrées), le niveau de familiarité aux nouvelles technologies, celui de l'engagement des parents dans l'éducation et les conséquences sur les résultats ou

encore la corrélation entre investissement financier des États dans ce domaine et performances scolaires. L'ensemble des données d'ordre cognitif, social et émotionnel sera, lui, publié pour la première fois début janvier 2024 dans le cadre du nouveau tableau de bord PISA Happy Life Index.

D'une façon générale, l'enquête PISA 2022 a enregistré une baisse sans précédent des performances dans le monde. Par rapport à 2018, le score moyen des pays de l'OCDE a reculé de 10 points en compréhension de l'écrit (la moyenne obtenue pour l'ensemble des pays testés étant de 476 points, la Suisse en obtient 483) et de près de 15 points en mathématiques (moyenne : 472 et 508 pour la Suisse). Pourtant, la baisse de performances ne peut être qu'en partie attribuée à la pandémie. En effet, le niveau en compréhension de l'écrit et en sciences avait déjà amorcé son déclin avant le COVID. Toutefois, 31 pays, dont la Suisse ont réussi plus ou moins à se maintenir par rapport à l'enquête précédente (Pisa 2018). La Suisse, accuse certes un léger recul en mathématiques mais une hausse en sciences, tandis que la compréhension de l'écrit reste stable. D'une façon générale, les scores des élèves suisses se situent au-dessus de la moyenne de l'OCDE et la Confédération occupe la 8^{ème} place dans le classement mondial, avec Singapour en tête.

Par contre, en Suisse, les inégalités entre élèves favorisés et défavorisés se sont creusées par rapport à la précédente édition. Les élèves dotés d'un statut socio-économique élevés ont obtenu des résultats supérieurs de 117 points en mathématiques par rapport aux élèves défavorisés. Cette disparité est supérieure à la moyenne de l'OCDE. En revanche, le sentiment d'appartenance des élèves suisses à l'école a augmenté, tout comme leur sentiment de sécurité.

Si PISA est connu comme un classement mondial des pays dans le domaine de l'éducation, il est pourtant conçu surtout comme un outil destiné à améliorer les politiques des États dans ce domaine.

[Lien vers les résultats de la Suisse](#)

[Lien vers la publication](#)

[> retour haut de page](#)

DÉVELOPPEMENT

La coopération au développement dans un monde fragile

Que faire de la coopération au développement à une époque où les crises se multiplient et où les tensions géopolitiques s'intensifient ? Le [Comité d'aide au développement \(CAD\)](#) de l'OCDE s'est penché sur cette question parmi d'autres, lors de sa [53ème Réunion à haut niveau](#) le 15 novembre dernier.

Aujourd'hui, 24% de la population mondiale et 73% des personnes extrêmement pauvres dans le monde vivent dans des zones vulnérables. D'ici à 2030 - dans sept ans seulement - le tableau pourrait être encore plus sombre. 86 % des personnes extrêmement pauvres vivraient alors dans des contextes fragiles. Parallèlement, les régimes autoritaires gagnent du terrain, ce qui a un impact considérable sur la coopération au développement. En 2022, 72 % de la population mondiale vivait sous des régimes autoritaires, un niveau jamais atteint depuis 1986.

La combinaison de ces deux dimensions, augmentée par le changement climatique, les crises alimentaires persistantes et la flambée des conflits armés ainsi que des guerres, pose des défis majeurs à la coopération au développement. Les ressources financières sont limitées et tous les membres du CAD doivent faire des choix difficiles pour définir leurs priorités. De plus, les "nouveaux" donateurs (notamment les BRIICS, les pays du Golfe, la Thaïlande) gagnent en assurance sur le plan géopolitique et distillent des valeurs qui vont souvent à l'encontre des points de vue occidentaux au sein du CAD.

Le comité doit relever ces défis et s'orienter en conséquence, ont réaffirmé les membres du CAD. Ils ont aussi à nouveau exprimé leur ambition d'œuvrer davantage en faveur d'une utilisation efficace des fonds, d'une coordination bilatérale et multilatérale plus ciblée et d'une meilleure base pour que le secteur privé s'implique également davantage.

Le CAD s'efforce de mieux ancrer ses valeurs et ses normes dans le cadre d'une coopération renforcée avec les nouveaux donateurs. Cela passe par une intensification des échanges et par l'admission éventuelle de nouveaux pays non membres de l'OCDE. Pour être admis en tant qu'"associé", les candidats doivent avoir au préalable mis en œuvre la plupart des directives du CAD.

La Suisse en est un membre respecté et exerce une influence active sur les processus en cours. Sa participation au CAD a son importance, car elle permet à la Confédération d'apporter son point de vue et son expertise dans l'élaboration des normes et de contribuer à la politique de développement multilatérale. Mais l'intégration de nouveaux membres fera-t-elle avancer l'agenda mondial du développement ou leur adhésion rendra-t-elle la recherche d'un consensus toujours plus difficile ? L'avenir nous le dira.

[Lien vers la publication](#)



COMMERCE INTERNATIONAL

Un commerce numérique inclusif : nouvelle opportunité, nouveaux défis

Les Forums mondiaux de l'OCDE examinent des questions émergentes qui dépassent le cadre national ou régional et appellent des solutions globales. Ils favorisent la convergence de vues d'un large éventail d'acteurs concernés par les enjeux en question, et permettent à l'OCDE d'améliorer la pertinence et d'étendre la portée de ses normes, au-delà de ses membres. Les Forums mondiaux constituent ainsi un outil des relations extérieures de l'OCDE, en plus de leur ancrage dans les comités techniques. Le dernier Forum mondial de l'OCDE sur les échanges n'a pas fait exception, et portait sur la question hautement d'actualité du commerce numérique, sous l'intitulé [Making Digital Trade Work for All](#) . Le commerce numérique, qui représentait déjà 25% du commerce total en 2020, ne cesse de croître. La région indopacifique en est un acteur particulièrement dynamique. Cependant, l'environnement réglementaire national qui sous-tend le commerce numérique devient de plus en plus restrictif – y compris dans les pays de l'OCDE – en raison de considérations liées à la sécurité et à la protection de la vie privée.

La transformation numérique a un impact profond sur le commerce international, dont elle modifie l'ampleur, la portée et la rapidité. Elle peut être inclusive en permettant aux entreprises et aux particuliers de tirer profit du commerce. Les MPME (micro, petites et moyennes entreprises) de même que des entreprises gérées par des femmes peuvent notamment en bénéficier, en se connectant mieux entre elles et avec les consommateurs à travers le monde. Les outils numériques et la connectivité numérique croissante permettent également d'améliorer la

résilience de la chaîne d'approvisionnement et peuvent contribuer à soutenir et à accélérer la transition écologique. Cependant, ces avantages ne sont pas automatiques et de nombreux défis restent à relever, tels qu'une fragmentation numérique croissante, des dispositions concernant la localisation des données de plus en plus restrictives, une concurrence et une concentration des activités économiques accrues. Une plus grande coopération internationale avec l'implication du secteur privé, des investissements ciblés dans l'infrastructure numérique et la création de normes numériques interopérables peuvent réduire les conséquences négatives de la transition numérique, selon l'OCDE.

Ce Forum mondial a en particulier permis d'aborder des thèmes pour lesquels des divergences de vues entre pays développés et en développement existent, comme la question du moratoire de l'OMC sur le commerce électronique qui sera à l'agenda de la prochaine conférence ministérielle de l'OMC en février 2024. Si les participants au Forum mondial estiment que le moratoire permet un environnement stable et prévisible pour le commerce numérique, plusieurs membres de l'OMC remettent en question sa valeur. L'OCDE entend jouer un rôle en contribuant à démontrer les avantages du maintien du moratoire.

[Lien vers la publication](#)

[> retour haut de page](#)



AUTRES PUBLICATIONS

29 novembre 2023: Perspectives économiques de l'OCDE, Volume 2023 Numéro 2

13 décembre 2023: OECD Digital Education Outlook 2023

CALENDRIER OCDE

23 janvier 2024 : [Réunion ministérielle de l'OCDE sur la Santé et Forum politique de haut niveau](#)

13-14 février 2024: [IEA 2024 Ministerial Meeting](#)

21-22 février 2024 : [OECD Forum on Due Diligence in the Garment and Footwear Sector](#)

Rédaction: Raja Del Vecchio, Nicolas Descoedres, Melina Haefeli, Olivia Tanner

Contributions: Giancarlo Kessler, Raja Del Vecchio, Mélanie Blanc, Raphaël Finardi, Lorenz Kammermann, Johanna Lanitis

CONTACT

Délégation suisse près l'OCDE
28, rue de Martignac
F-75007 Paris
+33 1 49 55 74 50

paris.ocde@eda.admin.ch | www.eda.admin.ch/paris_ocde

[adapter le profil](#) | [se désinscrire](#)

Copyright © 2023 DFAE. Tous droits réservés.

